



Après les grands efforts déployés durant la crise du corona, les travailleuses et les travailleurs attendaient – à juste titre - beaucoup des négociations salariales de 2021-22. Selon le rapport du Conseil central de l'économie (CCE), la marge maximale pour négocier serait de 0,4 %.

Pour nous, c'est méprisant. Pour les employeurs, c'est le nec plus ultra. Ils ne veulent pas laisser la possibilité de négocier plus dans les secteurs et les entreprises qui ont tiré profit de la crise.

Tous les efforts qui ont été faits sont ainsi balayés d'un revers de main. Et les bénéfices restent dans les entreprises...

### **0,4%...une aumône**

Les travailleurs qui ont fait fonctionner les choses pendant la crise sont souvent aussi ceux qui ont les salaires les plus bas. Par définition, ils devraient pouvoir compter sur la solidarité. Mais non, 0,4% et pas un centime de plus.

## **Choquant et inacceptable**

### **Nos 3 priorités sont claires :**

- ✓ Une augmentation significative des salaires minimums.  
Nous voulons une contribution supplémentaire des employeurs à un fonds destiné à augmenter ces salaires minimums.
- ✓ En outre, il doit y avoir de la place pour des négociations décentes dans les secteurs et les entreprises.
- ✓ Des régimes de fin de carrière accessibles et la possibilité de négocier des réductions du temps de travail.

**Les employeurs doivent choisir: 0,4% ou la paix sociale**